



AG2R LA MONDIALE

Communication sur le progrès 2014

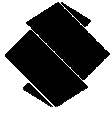
AG2R LA MONDIALE est l'un des premiers groupes d'assurance de protection sociale français. Il allie performance économique et engagement social au travers des valeurs portées par le paritarisme et le mutualisme. Assureur de la personne et gestionnaire de la retraite complémentaire obligatoire, fort d'une expertise complète en assurance de personnes (santé, prévoyance, épargne, retraite) et en action sociale, AG2R LA MONDIALE a collecté, en 2013, 17,6 Mds d'euros et gère environ 83 milliards d'euros d'actifs. Grâce à son expertise reconnue en action sociale, dans le cadre de ses fonds retraite, prévoyance et de ses quatre fondations, le Groupe a redistribué environ 50 M d'euros sous la forme d'aides sociales individuelles et de financements dédiés à des projets d'intérêt général. Le Groupe est engagé auprès de 9 millions d'assurés, 1,2 millions d'entreprises clientes, et emploie 7693 personnes.

AG2R LA MONDIALE est engagé, depuis de nombreuses années, et intègre progressivement les objectifs du développement durable dans sa stratégie et ses activités. Ses engagements sont notamment formalisés par l'adhésion du Groupe aux principes du Pacte mondial (dès 2003), à la Charte de la diversité (2006), à la Charte Développement durable de l'Association française de l'Assurance (2009), au Manifeste de l'entreprise responsable d'Alliances (2010). AG2R LA MONDIALE a pris en outre l'engagement de déployer sa méthode d'analyse ISR à la totalité de sa gestion d'actifs dans le cadre de la *Global Union for Sustainability*, GUS (2012).

Les pratiques présentées ci-après constituent une partie du reporting RSE Groupe. Ont été recensées celles qui répondent tout particulièrement aux principes du Pacte mondial.

Sommaire

<u>Principes du Pacte mondial</u>	<u>Intitulé de la pratique</u>	<u>Pages</u>
Tous les principes	1) Investissement socialement responsable	3
Droits de l'Homme	2) Politique générale de respect des droits de l'Homme	8
Conditions de travail	3) L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	8
Conditions de travail	4) La prise en compte de la situation des salariés seniors et des jeunes	9
Conditions de travail	5) L'intégration de collaborateurs en situation de handicap	9
Conditions de travail	6) Le Groupe et la diversité	10
Environnement	7) Bilan des émissions de gaz à effet de serre	10
Environnement	8) Tri sur le site de Chartres	11
Environnement	9) Editprint Mons	11
Environnement	10) Le label Imprim'Vert	12
Environnement	11) Déplacements	12
Environnement	12) Concours « Des idées pour la Planète »	13
Environnement	13) Immobilier de placement	13
Environnement	14) Gestion des sites d'exploitation	14
Lutte contre la corruption	15) Politique générale de lutte contre la corruption	15



PRATIQUE RESPECTANT TOUS LES PRINCIPES DU PACTE MONDIAL

1) INVESTISSEMENT SOCIALEMENT RESPONSABLE

En cohérence avec sa démarche de développement durable et ses valeurs, AG2R LA MONDIALE mène depuis plus de 10 ans une politique de responsabilisation de ses investissements ; un choix en accord avec ses valeurs qui vise à concilier performance financière, mission sociale et rentabilité.

Les principes du Pacte Mondial inspirent cette démarche tant au niveau de la construction de portefeuille que du Reporting.

Une nouvelle progression sur la voie de la gestion et de l'intégration ISR :

Aujourd'hui, ce sont près de 2,5 milliards d'euros qui sont gérés avec un filtre ISR.

La croissance des encours « ISR » (100 millions en 2006, 500 millions en 2008, 1 milliard en 2010, 2,5 milliards en 2013) recouvre une extension méthodique à l'ensemble des classes d'actifs (Actions-2002, Obligations-2006, Monétaire-2013) et des stratégies (Multigestion action-2008, Multigestion obligataire-2011).

AG2R LA MONDIALE est ainsi tant un actionnaire qu'un prêteur ou un multigérant responsable.

Dans le domaine de l'immobilier, les dernières réalisations du Groupe sont emblématiques d'une démarche à la pointe de la prise en compte des enjeux et des opportunités du Développement Durable. AG2R LA MONDIALE est ainsi tout autant un bâtisseur qu'un bailleur responsable.

Après la création d'une Direction des Investissements unifiée, la fusion en juin 2013 des deux sociétés de gestion de Portefeuilles d'AG2R LA MONDIALE, ouvre pour l'ISR d'AG2R LA MONDIALE de nouvelles perspectives tant en termes d'extension que d'approfondissement ou d'intégration.

La démarche ISR d'AG2R LA MONDIALE s'appuie sur un socle méthodologique robuste et mobilise des ressources adaptées:

- **Un filtre extra-financier :**

AG2R LA MONDIALE a développé un processus rigoureux et structuré d'évaluation des pratiques sociales, environnementales et de gouvernance des entreprises.

Ce process permet de sélectionner les acteurs les plus performants sur ces enjeux propres à chaque secteur d'activité.

Les opportunités financières sont ensuite recherchées au sein de cet univers.

- **Un outil d'analyse propriétaire : EthiscreeninG®**

Pierre angulaire du processus d'évaluation ESG, EthiscreeninG® permet d'analyser et d'évaluer les performances ESG de plus de 600 émetteurs. Utilisé pour établir la liste des émetteurs éligibles à l'actif des fonds ISR, cet outil permet de personnaliser le processus de sélection à travers la pondération de plusieurs dizaines de critères et sous-critères.



En combinant ces résultats aux données financières, les gérants de portefeuilles déterminent leur univers d'investissement et évaluent la performance ESG de leurs portefeuilles.

- **Une équipe dédiée et des partenaires**

Agicam dispose depuis 10 ans d'une équipe ISR intégrée, composée de 3 analystes seniors dédiés à temps plein à l'analyse ESG et de 5 gérants.

Agicam s'appuie par ailleurs sur l'expertise d'acteurs reconnus dans l'évaluation et le suivi des pratiques ISR : Vigeo et Oekom pour l'analyse ESG, Proxinvest / ECGS pour l'exercice des droits de vote.

La voie du dialogue avec les émetteurs et les entreprises:

Le dialogue constitue une dimension cardinale de la démarche responsable d'AG2R LA MONDIALE

Source d'information et vecteur d'influence, cette « voie » a été empruntée à 110 occasions entre 2010 et 2013. Pour en augmenter l'efficacité, AG2R-LA-MONDIALE a rejoint l'initiative « COR(porate)DIAL(ogue) » du French « SIF » dont elle est devenue administrateur en 2013.

L'exercice des droits de vote, un devoir assumé et raisonné :

Le dialogue avec les entreprises contribue également à un exercice éclairé des droits de vote exercés (2013 : participation à 101 Assemblées, 1493 résolutions votées, 25% d'opposition).

Un exercice qui est l'expression d'une politique articulée autour de quatre principes :

- le respect des parties prenantes,
- l'expression de la démocratie actionnariale (1 action = 1 voix),
- l'exigence d'une information de qualité,
- l'adaptation des critères à la taille de l'entreprise.

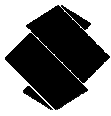
Les nouveaux chemins de la Solidarité : Investissement et impact social, le combat pour l'emploi et l'insertion.

La démarche de « Responsabilité » d'AG2R LA MONDIALE recouvre également des initiatives qui témoignent de la volonté d'en étendre la portée au champ des solidarités actives, une ambition qui s'inscrit en résonance et sympathie avec la politique d'accompagnement et de soutien des personnes en difficultés financières ou sociales.

La solidarité reste une terre de mission et d'innovation. C'est le sens du soutien d'AG2R LA MONDIALE à des porteurs de projets qui œuvrent au renforcement du lien social, à l'insertion par l'emploi et à la lutte contre les facteurs d'exclusion sociale.

Une ambition incarnée dans le champ du Private Equity et de la Finance solidaire :

- **Private Equity** : La gestion de cette poche relève d'un processus structuré qui a conduit à la constitution progressive (25 millions par an) d'un portefeuille articulé autour de différentes stratégies (capital risque-20%, capital développement-15%, capital transmission-36%, Mezzanine-12%, Retournement-6%, secondaire-3% Infrastructures-3%.) et recouvrant des investissements dans 47



fonds différents, gérés par plus de 35 sociétés de gestion pour un engagement cumulé de 160 millions d'euros appelés à 65%. Un « set » de diligence ESG spécifique au Private Equity a été élaboré et mis en place dès 2010. La note ESG du fonds représente 10% de la note totale du dossier. Son application systématique constitue une démarche d'engagement de l'industrie du Private Equity. Le « Combat pour l'Emploi » est au cœur de cette démarche : Par transparence, le portefeuille recouvre des participations dans 120 sociétés qui emploient 55000 personnes sur le territoire de la République Française.

- **Finance solidaire :**

- AG2R-LA-MONDIALE détient plus de 7% du capital de la Société d'Investissement France Active (SIFA). Cela représente un investissement de 8 millions d'euros. Cet accompagnement est également humain de par l'implication d'Agicam au sein du comité d'engagement. L'impact social de la SIFA en 2012 c'est :
 - 12 000 emplois créés ou sauvegardés
 - 263 structures financées
- AG2R-LA-MONDIALE a participé à la création du fond Solid, tourné vers les « emplois de demain », qui investit des montants unitaires de 0,4 M€ dans des secteurs innovants tels que les logiciels, Internet ou le développement durable. 2012 et les premiers mois de 2013 auront vu cette ambition s'incarner dans 5 investissements qui ont créé 30 emplois en 2012 et devraient maintenir ce rythme en 2013.

La démarche de « Responsabilité » et de « Solidarité » d'AG2R LA MONDIALE va au-delà de la simple déclinaison financière de la politique et des engagements liés à sa responsabilité sociale et environnementale (Global Compact, Charte de la Diversité...) d'une part et de la croissance des « encours responsables et solidaires » d'autre part.

Cette politique recouvre ainsi de nombreuses initiatives (conférences, implication dans des groupes de travail) qui témoignent de la densité de l'engagement responsable et solidaire du Groupe qui publie depuis trois ans un rapport annuel dédié à l'Investissement Responsable et Solidaire (consultable sur le site du Groupe)

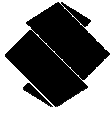
AG2R LA MONDIALE se veut ainsi tout autant un acteur de référence de l'ISR qu'un contributeur majeur à son développement et à sa diffusion.

Un soutien financier aux acteurs engagés sur la voie du Développement Durable :

C'est le sens de la participation significative d'AG2R LA MONDIALE aux emprunts fléchés des Régions Ile de France (48 millions) et Nord Pas de Calais (16 millions d'euros), des acteurs au cœur des deux principaux bassins d'emploi d'AG2R LA MONDIALE

C'est le sens d'une participation également significative aux emprunts fléchés transition énergétique de la BEI (175 millions d'euros).

Un Reporting extra-financier en constante amélioration : risques et opportunités ESG des portefeuilles.



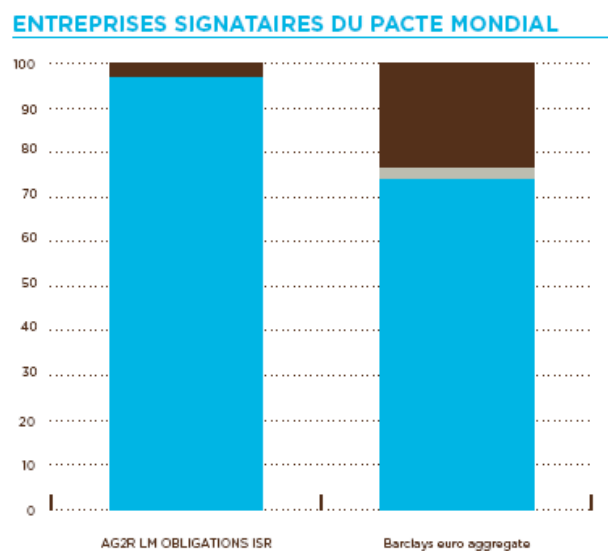
Le positionnement relatif des poches et portefeuilles ISR, actions et obligations, sur cinq « Combats Clés » d'AG2R-LA-MONDIALE : Pacte mondial ONU, carbone, liberté d'association, performance extra financière des dirigeants et nombre de femmes au conseil, est analysé trimestriellement.

Ce reporting, en cours d'extension à l'ensemble des périmètres d'intervention de la Direction des Investissements dont l'Actif Général de « LA MONDIALE » (40 milliards d'euros), fait clairement ressortir les risques, les points d'attention et/ou de vigilance, de même que les opportunités ESG des portefeuilles.

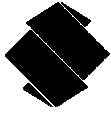
Ils font ou ont vocation à faire partie des rapports de gestion adressés à l'ensemble des parties prenantes.

La prise en compte des principes du Pacte Mondial par les entreprises et les émetteurs présents au sein des portefeuilles actions ou obligations est l'une des dimensions structurantes du Reporting :

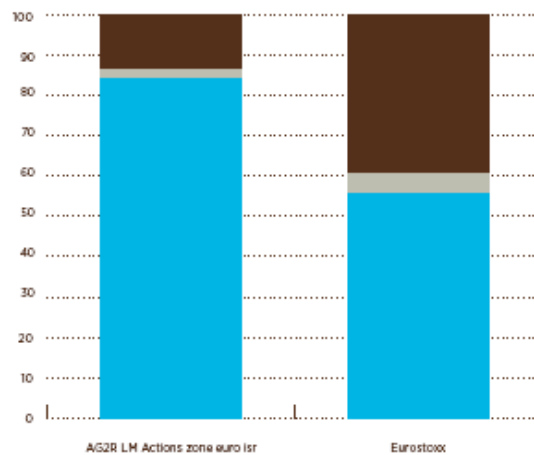
- 97% des émetteurs de la catégorie « Crédit » du Portefeuille obligataire ISR de référence (fonds AG2R LA MONDIALE Obligations ISR) sont signataires du Pacte Mondial, contre 74% pour l'indice (Barclays euro Aggregate).



- 85% des entreprises du portefeuille actions ISR de référence (fonds AG2R LA MONDIALE Actions zone euro ISR) sont signataires du Pacte Mondial, contre 55% pour l'indice (Eurostoxx).



ENTREPRISES SIGNATAIRES DU PACTE MONDIAL



Un engagement au cœur de la Cité pour la promotion de l'ISR

C'est le sens de la candidature suivie de l'entrée d'AG2R LA MONDIALE au Conseil d'Administration du Forum de l'Investissement Responsable en avril 2013.

C'est le sens de la participation d'AG2R LA MONDIALE à la semaine du Développement Durable en avril 2013, à la semaine de la Finance Solidaire en novembre 2013 et de son « abonnement » à la semaine de l'ISR.

Dans le cadre de cette dernière, AG2R LA MONDIALE a organisé :

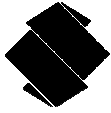
- Deux conférences autour du « Fil Rouge » : l'ISR à Quoi ?, l'une à Paris le 14 Octobre qui a réuni plus de 120 professionnels de l'Investissement, l'autre à Marseille, le 23 Octobre dans le cadre de la Chaire « Finance Autrement », devant un public d'une soixantaine d'étudiants du programme Master.
- Deux tables rondes animées par un panel d'experts sur l'ISR et la Finance solidaire, à l'occasion des Conseils de Surveillance des FCPE (Épargne Salariale) en octobre 2013.
- Une table ronde à Marseille le 07 décembre 2013 sur le thème de l'innovation financière au service de la solidarité.

Autre voie de la promotion de l'ISR au sein d'AG2R LA MONDIALE: la Formation des parties prenantes

2010-2011 avait connu le cycle « Vivre l'ISR » au sein d'AGICAM, la société de gestion d'actifs d'AG2R LA MONDIALE et de PRADO Épargne, sa société d'épargne salariale.

2013-2014 connaissent/vont connaître la déclinaison, à l'échelle de la Direction des Investissements et des Réseaux du Groupe du Kit « L'ISR à Quoi ? » né à l'occasion de la semaine de l'ISR :

- L'ISR à « Traduire » : cohérence RSE/RSI, déclinaison des valeurs, engagements dans le champ de l'investissement ;
- L'ISR à Lire : thème de l'apport de l'analyse ESG ;
- L'ISR à Changer le Monde : thème du dialogue, du vote et de l'engagement ;
- L'ISR à Créer de la Valeur : performance financière et extra financière, impact...



L'ISR, au cœur d'une démarche raisonnée et volontaire, constitue également pour AG2R-LA-MONDIALE un outil au service de la construction et la gestion de ses portefeuilles d'actifs et s'affirme comme une source « d'Alfa » et de rayonnement.

L'Investissement Socialement responsable et Solidaire recouvre, au sein d'AG2R LA MONDIALE, une ambition et une démarche soutenues par la Direction Générale, l'engagement coordonné des acteurs de la chaîne de valeur de la Responsabilité et des solidarités actives, des moyens humains (équipe d'analystes dédiée) et techniques (Agences, Outils internes) à la hauteur des enjeux.

DROITS DE L'HOMME

2) POLITIQUE GÉNÉRALE DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Le groupe AG2R LA MONDIALE et ses composantes respectent les droits de l'homme dans leur sphère d'activité et ne se rendent pas complices de violation de ces droits.

CONDITIONS DE TRAVAIL

3) L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Dans la continuité de la politique mise en œuvre dans ce domaine depuis plusieurs années AG2R LA MONDIALE a conclu en 2013 un nouvel accord triennal dans ce domaine.

Celui-ci renforce le principe d'égalité de traitement dans le processus de gestion des ressources humaines à l'identique entre les femmes et les hommes.

Les engagements marquants de ce nouvel accord, sont :

- **Recrutement et promotion**

Le Groupe s'engage à mettre en œuvre des actions permettant de rééquilibrer les représentations féminines et masculines sur certains emplois où un fort déséquilibre entre la répartition femmes/hommes est constaté.

La part des femmes dans les emplois de la « famille management » s'est accrue de plus de 6 points sur la durée de l'accord précédent et cet effort sera poursuivi avec un objectif d'accroissement de 2% de la proportion de femmes cadres, notamment en ce qui concerne les classes conventionnelles les plus élevées.

Ces objectifs seront atteints à la fois par des recrutements et des promotions internes s'appuyant sur les dispositifs de formation développés notamment dans le domaine du management.



- **Rémunération**

Le Groupe se fixe comme objectif de progression de résorber les éventuels écarts de rémunération constatés entre les femmes et les hommes par l'octroi d'un budget supplémentaire spécifique et ce à chaque campagne concernant les augmentations individuelles.

4) LA PRISE EN COMPTE DE LA SITUATION DES SALARIÉS SÉNIORS ET DES JEUNES

Dans la continuité de la politique mise en œuvre depuis plusieurs années concernant les séniors un accord « contrat de génération » qui vise également le public jeune a été conclu en 2013.

Cette population a doublé entre 2010 et fin 2013, passant de 124 à 239 salariés. Concernant les salariés âgés de plus de 55 ans, dont le pourcentage est supérieur à 15% des effectifs CDI, un engagement a été pris de continuer cette progression dans le cadre du nouvel accord.

L'accord incite aussi les collaborateurs de plus de 45 ans à s'impliquer dans le rôle de tuteur. Dans le cadre de la GPEC pour les salariés âgés de 45 ans et plus, l'accent est mis sur un accès facilité aux différents dispositifs de suivi (entretien de deuxième partie de carrière, Bilan de compétence) et de formation (plan de formation, Droit Individuel à la Formation, Validation des Acquis et de l'Expérience).

A ce volet préexistant dans les accords séniors antérieurs est venu s'ajouter des dispositions et des engagements nouveaux concernant l'emploi des jeunes en se fixant un objectif de 40 % de jeunes (moins de 26 ans) parmi les embauches en CDI.

Atteindre un taux de 3% de jeunes en alternance en contribuant à l'insertion des jeunes dans la vie active, notamment en intégrant le pluralisme et la diversité ainsi que le handicap.

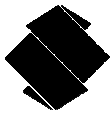
5) L'INTÉGRATION DE COLLABORATEURS EN SITUATION DE HANDICAP

Dans le cadre de l'accord signé en 2012 sur l'insertion et le maintien dans l'emploi des travailleurs en situation de handicap, les indicateurs fixés dans l'accord concernent les embauches en CDI et CDD ainsi que l'accueil de stagiaires. Les objectifs quantitatifs ont été atteints voire pour certains dépassés dès 2013.

Des actions de sensibilisation au handicap ont été mises en œuvre à destination de l'ensemble du personnel et des managers (e.learning, quizz, organisation de conférences..).

Au delà de ses actions, le Groupe s'attache à la fois à faciliter la reconversion professionnelle d'adultes se trouvant en situation de handicap en jouant un rôle moteur dans la création de filière de formation (accueil de stagiaires notamment). Il accompagne également des jeunes en situation de handicap dans la poursuite des études que ce soit dans le cadre de l'alternance ou dans l'accompagnement d'association comme Tremplin et le Club VIVRE.

La campagne menée par la DIMEX (direction de l'immobilier d'exploitation) dans le cadre de l'accessibilité aux locaux des personnes en situation de handicap se poursuit conformément aux objectifs fixés avec pour objectif une mise en conformité au 1er janvier 2015.



6) LE GROUPE ET LA DIVERSITÉ

Depuis de nombreuses années AG2R La MONDIALE s'est engagé dans une démarche de prévention de la discrimination sous toutes ses formes, signataire dès 2009 de la Charte de la diversité notre Groupe a toujours eu pour objectifs de favoriser le pluralisme et rechercher la diversité au travers du recrutement et de la gestion des carrières.

Nous sommes membre de l'association FACE avec une participation active à des opérations dédiées à des publics en difficulté, nous participons également de manière régulière aux différents travaux de l'ORSE, ainsi que de l'Association Française des Managers de la Diversité (AFMD). Le partenariat avec des missions locales situées en zone sensible pour le recrutement de collaborateurs initié depuis de nombreuses années a été poursuivi en 2013.

Ces principes se traduisent concrètement par :

- l'engagement formel de la fonction recrutement sur la diversité ;
- l'inclusion d'une clause sur la diversité dans les contrats de service (prestataires recrutement) sous le contrôle de la direction des achats ;
- la réalisation régulière d'audits de conformité sur les offres d'emploi (0 non-conformité en 2013) ;
- l'intégration des modules « gérer et valoriser la diversité dans les modules de formation destinés aux cadres de direction (COCOMA), aux managers intermédiaires (COMOP) et aux animateurs (COPROX).

ENVIRONNEMENT

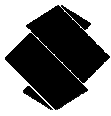
7) BILAN DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE.

Après le Bilan des émissions de gaz à effet de serre réglementaire réalisé en 2012 sur l'exercice 2011, le Groupe a calculé ses émissions pour l'année 2013, selon la méthode bilan carbone® et en se limitant aux scopes 1 et 2.

(1) Volume des émissions liées à la consommation d'énergie	3496,8 TCO2e
(2) Volume des émissions liées à la flotte automobile	2411,2 TCO2e
(3) Volume des émissions liées aux recharges de gaz frigorigènes	264,3 TCO2e

Soit un total de 6198,2 TCO2e

La comparaison 2013/2011 fait ressortir une baisse globale des émissions supérieure à 5%.



La comparaison poste par poste donne les résultats suivants :

- poste (1), en augmentation de 3,66%, mais dans le même temps la surface des locaux s'est accrue de 3,10%. On conclut donc à une constance des émissions/m² ;
- poste (2), baisse de 12,2% des émissions ;
- poste (3), baisse de 36% des émissions.

8) TRI SUR LE SITE DE CHARTRES

Cela fait plus de sept ans que le groupe AG2R LA MONDIALE a mis en place sur son site de Chartres un dispositif de tri et de recyclage des papiers et cartons.

Accompagné par un nouveau prestataire, la société PAPREC, le Groupe a étendu le dispositif en 2013.

Au tri des papiers et cartons s'est ajouté celui des plastiques d'emballage ainsi que celui des déchets de bureau tels que gobelets, canettes, bouteilles plastiques.

En ce qui concerne plus spécifiquement la gestion des papiers, qui rassemblent essentiellement des documents obsolètes stockés dans le magasin, des papiers imprimés, des magazines renvoyés aux services expéditeurs et les papiers triés dans les bureaux, un compacteur a été installé sur le site ainsi que des containers sécurisés pour les papiers confidentiels.

Le compacteur permet de réduire la fréquence du ramassage et donc les émissions de gaz à effet de serre liées au transport.

Les papiers confidentiels font l'objet d'un traitement à part, il y a destruction rapide puis recyclage.

En 2013 le site de Chartres a recyclé 88 tonnes de papiers.

9) EDITPRINT MONS

Implantée à Mons-en-Barœul, Editprint qui est le centre d'édition et d'imprimerie d'AG2R LA MONDIALE, a des activités qui génèrent beaucoup de déchets, papiers et autres.

Les déchets papiers proviennent de deux opérations :

- le calage, le papier-déchet est le papier utilisé pour régler le rendu-couleur de la machine jusqu'à l'obtention de la qualité souhaitée ;
- le façonnage, la totalité des supports issus de la machine est façonnée. La première étape du façonnage consiste à découper, pratique qui génère des chutes de papiers (les rognures). Ces déchets sont triés par nature (papier, carton...) puis pour le papier selon le niveau d'ancrage.

Au cours de l'année 2013 le site a ainsi revendu à une société spécialisée dans le recyclage 70 tonnes de rognures blanches, 75 tonnes de rognures couleur et 21 tonnes de carton.

Par ailleurs, outre les rognures, les chiffons souillés, les boîtes d'encre pour l'activité offset, les cartouches d'encre et toner pour l'activité numérique, l'eau souillée de l'activité offset, les films plastiques, cartons sont recyclés à 90%.



10) LABEL IMPRIM'VERT

Au mois de janvier 2014 Editprint, qui a une double activité : éditique et imprimerie, a obtenu pour la 4ème année consécutive le label Imprim'Vert. A cette fin il a été mis en place des actions visant à réduire l'impact sur l'environnement des produits et/ou techniques utilisés.

Citons ici :

- le tri et l'élimination des déchets selon une filière conforme à la réglementation. Les déchets concernés sont les plaques, les chiffons souillés, les boîtes, cartouches d'encre et toner ;
- l'utilisation des plaques d'un appareil « azura » pour le gravage. Un nettoyage à l'eau est alors possible ;
- le stockage sécurisé des liquides neufs et des déchets liquides ;
- la non utilisation de déchets toxiques.

Editprint va même au-delà de la norme en vigueur en recourant à des encres végétales pour les travaux sur la machine offset et à un mouillage sans alcool :

- 90% des papiers utilisés sont labellisés FSC3 (Forest Stewardship Council) ;
- la sensibilisation du personnel à la démarche.

Le niveau d'exigence des vérificateurs s'élève et l'attention se porte également sur l'environnement de l'activité et notamment le cadre de travail que présente l'atelier, ainsi il a y été installé des lampes basse consommation.

Bilan des activités d'Editprint pour l'année 2013 :

- 32 millions de pages imprimées, 28,5 millions en 2012 ;
- 9,9 millions de mises sous pli, 6,6 millions en 2012 ;
- 293 tonnes de papier utilisées, 344 tonnes en 2012.

11) DÉPLACEMENTS

Depuis quelques années le Groupe travaille à la réduction des émissions de gaz à effet de serre de sa flotte automobile.

Plusieurs options ont été envisagées et sont mises désormais en application simultanément :

- le choix de véhicules moins émetteurs,
- l'intégration de véhicules hybrides dans la flotte,
- la diminution du nombre de véhicules.

Le bilan est le suivant :

	2011	2013
.....
Nombre de véhicules	416	394
.....
Émission moyenne/véhicule	127gCO2/km	116gCO2/km



12) LANCEMENT D'UN CONCOURS « DES IDÉES POUR LA PLANÈTE »

Afin d'impliquer toutes les forces vives en faveur du développement durable, le Groupe a organisé à l'occasion de la semaine éponyme qui a lieu la première semaine d'avril, un concours interne baptisé « des idées pour la planète ». Les collaborateurs étaient invités à concourir en équipe, un minimum de 5 personnes pouvant appartenir à des services ou directions différentes, pour proposer un projet contribuant à la politique environnementale du Groupe et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les projets devaient s'inscrire dans une des quatre thématiques suivantes :

- réduire la production des déchets ;
- optimiser les déplacements ;
- faire baisser les consommations d'énergie ;
- promouvoir la biodiversité.

Au total 72 collaborateurs répartis au sein de 11 équipes ont participé. Les projets devaient être remis au plus tard à la fin du mois d'août.

La première étape a consisté à donner un avis technique sur la faisabilité des projets. Ainsi plusieurs directions ont été mises à contribution, Ressources humaines, Immobilier de placement, Immobilier d'exploitation.

Un jury, présidé par le Secrétaire général du Groupe qui a notamment en charge la politique RSE, a retenu trois projets qui ont été soumis à l'approbation du Comité exécutif.

La remise des prix s'est déroulée au mois de février 2014 en présence du Directeur général du Groupe.

13) IMMOBILIER DE PLACEMENT

Le groupe AG2R LA MONDIALE veille également à appliquer le principe n°9 au travers de sa politique immobilière de placement.

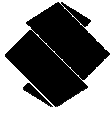
Ainsi le Groupe s'engage volontairement, de façon active et responsable dans une approche durable de ses projets de rénovation de son patrimoine et ses projets d'investissement immobilier. Le Groupe plébiscite la valeur « verte » de ses immeubles, gage de pérennité de son patrimoine et développe les démarches et labels de certifications qui visent la réduction des consommations énergétiques des bâtiments mais aussi favorise le confort et le bien être de ses occupants

Sept faits marquants sont à citer :

1) La poursuite de l'établissement d'une cartographie environnementale du parc immobilier tertiaire (soit à ce jour, 95% des surfaces du patrimoine immobilier dont le total représente 423 000m²).

Entamée en 2010 par le lancement d'audits énergétiques, cette cartographie s'est poursuivie en 2013 sur un périmètre élargi, par l'analyse des opportunités de valorisation et l'élaboration de plans d'actions correspondants.

La cartographie a permis d'identifier bâtiment par bâtiment les gisements d'économie d'énergie suivant une répartition des consommations par poste (chauffage, éclairage, climatisation, eau chaude, informatique...).



2) Le patrimoine existant fait l'objet à mesure de la libération des immeubles par leurs locataires et suivant les opportunités, de travaux de valorisation énergétique et de travaux de confort pour les occupants. Ainsi en 2013 deux bâtiments ont obtenu la certification BREEAM® après leur rénovation et deux autres ont acquis la mention HQE Exploitation®.

3) Les restructurations en cours de nos immeubles LEMNYS (39 000 m²) et 10 GRENELLE (32 000 m²) se poursuivent et intègrent pour la première, une double certification HQE et BREEAM et pour la seconde, une triple certification HQE, BREEAM et LEED.

4) Les acquisitions d'immeubles neufs durables dans le cadre de vente en l'état futur d'achèvement se poursuivent également. Ainsi, l'opération T6C PANORAMA (15 500 m²) s'inscrit dans une démarche de double certification HQE et BREEAM.

5) Bon nombre des surfaces louées (50 % des surfaces supérieures à 2000 m² au 31/12/2013, soit 118 000 m²) font l'objet d'une annexe environnementale au bail régularisée. Cette dernière permettant le cadrage et la répartition des actions visant la réduction des consommations énergétiques, les consommations d'eau et les volumes des déchets produits.

6) Les contributions au titre des CEE constituent un instrument phare de valorisation de notre politique en matière de maîtrise énergétique.

7) Enfin, en décembre 2013 le Groupe a signé la charte pour l'efficacité énergétique des bâtiments tertiaires. Conscients de la nécessité d'organiser un mouvement coordonné de rénovation énergétique du parc tertiaire, le Groupe a décidé d'anticiper la mise en application de l'obligation future de rénovation, dont le décret sera publié en 2014 conformément au souhait exprimé par le Président de la République

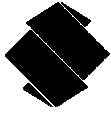
Le Groupe, comme les signataires de cette charte, souhaite que la démarche suscite un mouvement d'ensemble en faveur de l'amélioration de l'efficacité énergétique, du bien-être des utilisateurs des locaux et de l'activité économique de la filière du bâtiment et de l'immobilier.

14) GESTION DES SITES D'EXPLOITATION

Élimination de toute discrimination

Malgré le report d'une année de l'entrée en vigueur de la réglementation qui vise à rendre accessibles les Établissements Recevant du Public (ERP), le Groupe a fait le choix de ne pas repousser les objectifs qu'il s'était fixé et de travailler à ce que l'ensemble de ses locaux concernés (les agences commerciales) soient conformes à la date du 1er janvier 2015.

Avec la même préoccupation le groupe fait appel pour l'entretien des espaces verts et le service d'approvisionnement, sur deux de ses principaux sites, Mons-en-Barœul et Chartres, à des Établissements et Services d'Aide par le Travail pour un volume de 2,8 équivalents temps plein.



Maîtrise des consommations

1) L'outil Hypervision® mis en place à partir du 2ème trimestre 2012 pour assurer la maîtrise de la consommation de fluides (eau et énergie) a vu son déploiement se poursuivre au cours de l'année 2013 pour finir par couvrir 82% des sites. Cet outil, en accès multiples pour assurer la veille, envoie des alertes en cas de consommations anormales.

Les premiers effets bénéfiques apparaissent puisqu'à périmètre égal la consommation d'eau a diminué de 2,5%, soit près de 2000m³.

2) La campagne des audits énergétiques sur les sites d'exploitation dont le Groupe est propriétaire s'est achevée au cours de l'année 2013. Des conséquences ont été rapidement tirées :

- sur le site de Chartres, d'une surface de 15 000 m², le mode de chauffage a été changé, passage d' l'énergie fioul à l'énergie gaz ;
- un plan d'actions avec fixation du budget correspondant a également été élaboré pour la période 2014-2016. Il concernera les sites de Paris et de Marseille qui comptent parmi les plus importants.

Les postes de travaux seront les suivants : isolation des façades, remplacement de l'énergie fioul par l'énergie gaz (pour Marseille), remplacement de l'énergie gaz par le CPCU (pour Paris).

3) Une étude a été menée en 2013 visant au déploiement de compteurs afin de connaître la consommation d'énergie des datacenters, et la décision a été prise de les installer au cours de l'année 2014.

4) Pour rappel le dispositif des Certificats d'Économie d'Énergie, mis en place en 2011, est poursuivi. Ce système qui existe depuis 2005 impose aux vendeurs d'énergie et de carburant de réaliser des économies d'énergie. Ils sont ainsi conduits à promouvoir une politique d'efficacité énergétique auprès des consommateurs par des incitations à investir dans des équipements plus économes en énergie.

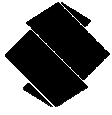
LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

15) LA POLITIQUE GÉNÉRALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Participer à la lutte contre le blanchiment des capitaux est un moyen efficace de contribuer à la préservation des droits de l'Homme qui peuvent être bafoués par des entreprises criminelles qui vont chercher ensuite à blanchir leurs fonds.

L'action du Département Conformité et Déontologie qui fait partie de la Direction des Risques du Groupe s'inscrit dans la lutte contre la corruption dans le cadre de l'application du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. À cet égard il exerce une vigilance particulière pour s'assurer de la détection des personnes politiquement exposées (PPE) en raison de leur fonction, qui résident ailleurs qu'en France et qui exercent ou avaient exercé jusque dans les trois dernières années des fonctions politiques, administratives ou juridictionnelles importantes.

Pour améliorer la performance des bases de données mises à dispositions par des partenaires (ex : la société Dow Jones), le Groupe a acquis un logiciel SAS-AML afin d'élargir l'assiette des analyses à toutes les sociétés du Groupe et améliorer la performance des recherches effectuées. Cette acquisition permet d'optimiser et d'accélérer l'identification d'éventuelles PPE. Cette détection servira de point de départ à des expertises afin



de nous assurer que ladite personne ne présente pas de défaut de justification quant à l'origine des fonds, défaut susceptible de constituer une infraction de corruption.

De plus le Groupe continue sa démarche interne de matérialisation des bonnes pratiques afin de former et informer l'ensemble des collaborateurs sur les comportements adéquats à mettre en œuvre pour éviter toute corruption notamment dans le cadre de démarche d'achats de biens ou de services ou de mise en œuvre de contrats.

Le département Conformité et déontologie effectue des contrôles réguliers afin de détecter des comportements anormaux susceptibles de constituer des attitudes non déontologiques, frauduleuses ou assimilables à des actes de corruption.

Au cours de l'année 2013 une réflexion a été lancée pour mettre en place un guide des bonnes pratiques pour encadrer les éventuels conflits d'intérêts au niveau du Groupe.